

NYELENI EUROPE 2011, FORUM EUROPÉEN POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

La souveraineté alimentaire, une réponse européenne à la crise!



La cérémonie d'ouverture avec la présence du représentant malien du forum mondial Nyeleni 2007

Ce sont 120 organisations locales de producteurs d'aliments et de la société civile en provenance de 34 pays d'Europe, dont la Suisse, qui ont participé au forum Nyeleni Europe, le forum européen pour la souveraineté alimentaire. Un succès pour les organisateurs, qui avaient tout mis en oeuvre pour garantir la représentativité de chaque région d'Europe, ainsi que la diversité et la richesse des expériences. Les quelques 400 délégués s'étaient donné rendez-vous du 16 au 21 août dernier à Krems, petite ville de Basse-Autriche longeant le Danube au bout de la vallée du Wachau, avec pour objectif de renforcer leur capacité collective pour exercer un contrôle citoyen sur notre système alimentaire et dénoncer celui imposé par l'agro-business.

Le Forum a montré l'importance de la contribution des jeunes, des femmes et des producteurs, dont les préoccupations sont souvent sous-estimées.

Les bases d'une plateforme européenne de coordination ont été lancées et des actions communes d'ores et déjà planifiées; à commencer par le lancement d'une semaine d'actions du 10 au 16 octobre. Cette période marque la Journée mondiale de l'Alimentation (16 oct), la présentation des propositions législatives de la réforme de la politique agricole commune de l'Union européenne par la Commission européenne (12 oct), ainsi que le comité pour la sécurité alimentaire de la FAO. A l'issue du forum, l'ensemble des organisations se sont engagées, dans une Déclaration commune, à lutter pour:

Changer la manière dont la nourriture est produite et consommée

Nous avons besoin de modèles de production et de pêche écologiques, ainsi que d'une multitude de petits paysans, paysannes, jardiniers et pêcheurs qui constituent la colonne vertébrale de la production alimentaire en produisant une alimentation locale. Nous nous battons contre l'utilisation des OGM; nous cultivons et sauvegardons dans ces systèmes une grande diversité de variétés de semences et de races animales qui ne sont pas modifiées génétiquement. Nous nous engageons à nous réapproprier et à promouvoir les savoirs culinaires et processus de transformation alimentaires à travers l'éducation et le partage de compétences.

Changer la manière dont la nourriture est distribuée

Nous œuvrons à la décentralisation des circuits alimentaires en soutenant des marchés diversifiés basés sur la solidarité, des prix justes, des circuits courts et des relations intensifiées entre producteur(ice)s et consommateur(ice)s au sein de réseaux alimentaires locaux afin de contrer l'expansion et la puissance des supermarchés. Nous voulons offrir aux personnes les outils de base pour construire leurs propres systèmes de production alimentaire et permettre aux paysannes et paysans de produire et transformer eux-mêmes les aliments pour leurs communautés.

Valoriser et améliorer le travail et les conditions sociales

Nous travaillons à des politiques publiques qui respectent les droits sociaux, fixent des exigences élevées et conditionnent les financements publics à leur mise en oeuvre. Cela inclut des salaires décentes.

Revendiquer le droit aux biens communs

Nous combattons la marchandisation des biens communs, leur financiarisation et leur brevetage; et ce, s'agissant de la terre, des semences paysannes, traditionnelles et reproductibles, des races animales et des ressources halieutiques, des arbres et des forêts, de l'eau, de l'atmosphère, et des connaissances. Nos biens communs devraient être gérés grâce à un contrôle collectif et démocratique des communautés.

Changer les politiques publiques qui gouvernent nos systèmes alimentaires et agricoles

Les politiques publiques doivent être cohérentes, complémentaires et basées sur le droit à l'alimentation. Elles doivent en particulier concerner une nouvelle Politique Agricole et Alimentaire Commune, la suppression de la directive européenne sur les agro-carburants, et la gestion du commerce agricole mondial par la FAO et non par l'OMC. Nous avons besoin de cadres légaux qui garantissent des prix stables et équitables pour les producteur(ice)s, qui favorisent une agriculture qui ne nuit pas à l'environnement, qui internalisent les coûts externalisés dans le prix de la nourriture et qui réalisent une réforme agraire. Les politiques publiques doivent être élaborées grâce aux apports d'une recherche publique responsable.

La parole à la délégation suisse

19 délégués suisses ont pris part au forum. Si Uniterre avait fait du forum Nyeleni une de ses priorités, STOP OGM, Slow Food, L'Autre Syndicat, Kokopelli, TerraFair et l'ACAR avaient également fait le déplacement. Cette semaine a été très bénéfique en terme de renforcement des collaborations aussi bien à l'échelon national qu'international. La délégation s'est donné la tâche d'initier un plan d'action au sein de la plateforme suisse pour la souveraineté alimentaire.

Pas de souveraineté alimentaire sans souveraineté des semences



StopOGM – la coordination romande sur le génie génétique – faisait partie de la délégation suisse. Pour tous,

ce fut un moment d'échange privilégié pour redéfinir et approfondir les termes qui permettraient d'arriver à la mise en place d'une souveraineté alimentaire en Europe. Aujourd'hui les changements à apporter pour garantir une agriculture durable sont clairement définis; ils impliquent un engagement de chacun et des modifications structurelles pour permettre d'opérer le changement de paradigme nécessaire.

Les OGM ne répondent pas aux besoins de l'agriculture du 21^e siècle. Ils ont été développés pour répondre aux besoins

d'une agriculture industrielle exportatrice qui n'a plus besoin d'agriculteurs; une agriculture qui promeut l'utilisation massive d'intrants et l'extraction des ressources naturelles conduisant à la destruction irrémédiable des agro-écosystèmes. Ce modèle agricole est absurde et dangereux, il met en péril la sécurité alimentaire de la planète pour les décennies à venir. Il est promu par une poignée de sociétés transnationales qui tente de mettre main basse et de contrôler l'alimentation ainsi que par certains gouvernements irresponsables.

Derrière les OGM se cache un agenda d'appropriation du vivant. La reproduction, un service rendu gratuitement par la nature et utilisé par tous les agriculteurs de la planète pour la production de leurs semences adaptées localement, est rendu payant. Des moyens légaux comme le brevetage ou biologique comme les technologies de restriction (GURT) sont utilisés pour privatiser la reproduction.

Il n'y a donc pas de souveraineté alimentaire sans souveraineté sur les semences et sans modèle de production

SUITE DOSSIER NYELENI

qui place la fertilité et l'Homme au centre des préoccupations. L'agriculture est l'art de cultiver les plantes ensemble. Elle doit être pratiquée à dimension humaine pour l'Homme et pour la Terre.

StopOGM s'engage depuis plus de 10 ans pour que la Suisse reste sans OGM. Nous dispensons une information au public, aux médias et aux politiques. Nous suivons la recherche suisse et offrons un regard critique sur ses résultats. En 2010, nous avons obtenu avec succès la prolongation du moratoire jusqu'en 2013. Les deux années qui viennent seront très importantes pour définir l'avenir de l'agriculture suisse.

Luigi D'Andrea, chargé d'affaires pour StopOGM. www.stopogm.ch

Schweizerin trifft Birkensaft aus Kroatien

Gebackenes, Geräuchertes, Vergorenes und Eingemachtes empfängt mich am ersten Abend des Nyeleni Forum 2011 in Krems. Stolz präsentieren die Bauern und Bäuerinnen ihre Delikatessen - neugierig koste ich vom Birkensaft und informiere mich über Herstellung und Gebrauch. Genau deswegen bin ich nach Krems gereist: KonsumentInnen und ProduzentInnen begegnen sich und tauschen sich aus.



Lokalen und vielfältigen Lebensmitteln bei der Abschlussveranstaltung des Forums.

Die Kernbotschaft der Ernährungssouveränität inspiriert mich: Selbstbestimmung über die Ernährung, zugunsten von Mensch und Natur anstatt von Märkten und Firmen. Der Austausch mit Betroffenen und Engagierten am Nyeleni Forum bestätigte mir: Die blossen „Mitbestimmung über das Supermarktregal“ reicht bei weitem nicht mehr aus - wir KonsumentInnen müssen lautstark Ernährungssouveränität einfordern!

Innerhalb der Schweizer Delegation und am Forum selber vertrat ich den Verein terrafair, bei welchem ich mich seit vier Jahren ehrenamtlich engagiere. Terrafair setzt sich ein für Informationssarbeit rund um den Fairen Handel und gibt dreimal im Jahr ein Themenheft heraus.

Zentrale Anliegen der Fairhandelsbewegung wie zum Beispiel der gerechte Preis, partnerschaftlicher Handel auf Augenhöhe oder langfristige Vertragsbeziehungen bilden Berührungspunkte mit den Gedanken von Via Campesina.

Slow Food promeut et soutient la souveraineté alimentaire



Slow Food CH, fort de ses 3000 membres regroupés en 15 Convivia (sections régionales), organise régulièrement durant tout l'année des soirées d'éducation au goût et des rencontres avec des petits producteurs artisanaux de nourriture car le lien direct entre le producteur et le consommateur (que Slow Food nomme ainsi Co-producteur) ainsi que la promotion d'une agriculture locale et de saison sont des éléments clés de la philosophie de Slow Food. Les Convivia sont également impliqués dans les travaux régionaux comme par exemple le label „km 0“ pour les restaurants dont 70% de leurs produits utilisés viennent d'un rayon inférieur à 100 km ou comme les „Presidio“, ces spécialités locales qui font partie du patrimoine culinaire en voie d'extinction que Slow Food sauve en élaborant un cahier de charge de qualité, en rendant public ce produit et son savoir faire et en ouvrant des canaux de distribution alternatifs. Slow Food soutient et promeut donc des produits aussi divers que le beurre au lait cru, le paun sejel (un pain de seigle de la Val Müstair) ou la culture des pruniers hautes tiges dans la région de Bâle campagne. En 2011, Slow Food CH compte 28 de ces presidi. Pour

la première fois, Slow Food organise cette année une grande foire destinée uniquement aux producteurs qui ont des spécialités dans la philosophie de Slow Food, c'est à dire: bon, propre et juste. Bon veut dire de grande qualité organoleptique, propre implique des méthodes de production écologiques et juste se tient à un prix équitable pour le producteur.

De plus, Slow Food crée des jardins d'écoles pour apprendre aux enfants qu'il existe une multitude de variétés, chacune avec ses qualités. Pour valoriser la production artisanale Slow Food s'implique, à travers le réseau Terra Madre, à (re)lier les petits paysans et producteurs avec les cuisiniers et le monde scientifique. Slow Food est une organisation sans but lucratif avec plus de 100'000 membres qui luttent contre les OGM et pour une agriculture durable et régionale.

Un Forum européen d'une grande qualité

Pour moi, ainsi que pour Slow Food, ce sujet est plutôt nouveau. Bien sûr, cela fait longtemps que nous parlons de ces contenus, sans jamais avoir mis une étiquette dessus. Donc j'étais très curieux de voir ce qui se „cache“ derrière cette expression. J'étais vraiment heureux de voir que ce n'est pas un slogan creux mais qu'il y a une multitude de gens - jeunes (donc plus actifs) et plus âgés (donc plus sages) - des organisations qui ont, à première vue, pas grand chose à partager et des nationalités venant de toute l'Europe qui se sont mises autour

d'une table pour discuter, trouver un accord commun et tirer dans le même sens pour que ce qui nous fait vivre - la nourriture - devienne à nouveau un produit respecté.

J'étais vraiment surpris par la qualité non seulement de l'organisation de ce forum que je m'imaginais un peu „alternatif“ mais aussi par la qualité du travail. Les animateurs des petits groupes de travail étaient de vraies personnalités. Je juge le résultat comme assez constructif et puissant vu la multitude des avis et priorités qui ont contribué à l'élaboration.

Le temps de l'action

Mais maintenant commence le vrai travail, celui de l'action, de la mise en œuvre des idées. Ceci demande beaucoup de persévérance ainsi qu'une bonne dose d'idéalisme. Aussi bien en interne où il s'agit de convaincre les collègues de l'importance des actions communes sur le plan national (il faut faire connaître le sujet et ses enjeux à une population qui ne partage peut-être pas les mêmes soucis) comme aux autres parties impliquées dans le monde agricole qui ne partagent peut-être pas les mêmes définitions de la souveraineté alimentaire. Mais je suis persuadé que le jeu en vaut la chandelle et que seulement en unifiant nos forces nous arriverons à travailler pour le bien-être de la mère de notre culture, l'agri-culture.

Sven Alhborn

Ich bin überzeugt, dass das Konzept Ernährungssouveränität der Fairhandelsbewegung positive Anstösse geben kann, indem sie zum Beispiel die teilweise einseitige Fokussierung auf Exportförderung abschwächt. Über die Informationsarbeit beim Verein terrafair und als Mitglied von swissfairtrade, dem Dachverband der Fairhandelsorganisationen in der Schweiz, möchte ich mich dafür einsetzen, dass der Begriff auch in der Fairhandelsbewegung aufgenommen und diskutiert wird.

Neben diesen inhaltlichen Aspekten, inspiriert mich die Dynamik, die der Bewegung für Ernährungssouveränität zugrunde liegt. Ernährungssouveränität wird von der Basis der Bevölkerung getragen und geprägt. Wir alle, die wir glauben, ein Recht darauf zu haben unsere Ernährung und Landwirtschaft selber zu bestimmen, sind Teil dieser globalen Bewegung.

Daniela Widmer

La suite des témoignages sur le forum Nyeleni Europe le mois prochain.

Comité d'Action

Le dimanche 16 octobre de 14h à 17h à Detligen, à la ferme de Walter Ramseier.

Venez nombreux discuter des propositions d'actions dans le secteur laitier et la politique agricole. Info sur site ou info@uniterre.ch ou 021 601 74 67

Semences

Action et formation 20-22 octobre 2011 à Genève

La Coordination européenne Via Campesina et Uniterre organisent une action et une formation autour de l'accès aux semences pour les paysans. Vous y êtes convié-e-s!

Action : Jeudi 20 octobre de 12h à 14h devant l'UPOV (Union internationale pour la protection des obtentions végétales) ch. des Colombettes 34 à Genève. L'action sera revendicative et théâtrale autour de la nécessité de maintenir un accès aux semences pour les paysans et contre la mainmise des groupes semenciers.

Formation: Du 20 octobre à 15h jusqu'au 22 octobre à 13h, nous organisons une formation et échanges d'expériences sur les semences, la législation suisse et européenne, les réseaux de semences paysannes. Le programme complet se trouve sur notre site internet dans la rubrique actualités/agenda.

Merci de vous inscrire par téléphone ou mail au plus vite et de préciser si vous avez besoin d'un logement. info@uniterre.ch 021 601 74 67

NYELENI EUROPE: FORUM POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

La parole à la délégation suisse



Dans notre dernière édition, nous avons publié un certain nombre de témoignages des délégués suisses au forum européen sur la souveraineté alimentaire. Voici ceux de Rudolf Strasser, paysan, membre d'Uniterre et du Parti socialiste vaudois et de Ulrike Minkner, vice-présidente d'Uniterre.



Rudolf Strasser, lors d'une plénière aux côtés de Ulrike Minkner et de Cécile Mettraux

- Pourquoi t'es-tu engagé dans la construction du mouvement européen pour la souveraineté alimentaire?

Depuis quarante ans, je suis témoin et acteur dans le système agro-alimen-

taire mondial. J'ai fait des recherches sur la politique agricole commune, et spécialement sur le volet politique structurelle (Plan Mansholt) et sur les nouvelles formes de coopération dans

la production agricole dans les six pays de la CEE et en Suisse. J'étais, je suis paysan moi-même et j'ai cherché des solutions aux excédents laitiers en introduisant la vache allaitante, en adoptant les principes de l'agriculture biologique, le travail en commun, la vente directe. Comme animateur, j'ai travaillé avec une centaine de paysannes et paysans du Sud-Tyrol pour chercher de nouvelles activités lucratives permettant d'assurer une existence dans leurs vallées alpines. J'ai travaillé avec des paysans et paysannes camerounais, tchadiens, togolais, vietnamiens, coréens.

- Quel est ton état d'esprit au retour de ce forum?

Le forum était un très bel événement, un mélange de producteurs et consommateurs, jeunes et vieux, hommes et femmes, de 34 pays d'Europe. Toutes et tous avaient envie d'échanger, de communiquer, d'apporter et d'emporter. J'ai senti une volonté de changer, d'agir. Les organisateurs ont maîtrisé une tâche logistique importante, spécialement dans la facilitation de l'échange avec l'engagement de 50 jeunes interprètes qui faisaient un travail difficile de manière professionnelle, dans la bonne

humeur et bénévole.

- Comment le mouvement européen pour la souveraineté alimentaire peut-il supporter ton action/initiative en Suisse?

Dans un marché globalisé, et spécialement dans l'agro-alimentaire, il est essentiel d'avoir une bonne vue d'ensemble et de travailler en réseau. Connaître les conditions de production et de travail en Espagne, en Ukraine, en Pologne nous permet de mieux comprendre les marchés, les failles et les distorsions du système, suisse, européen, mondial.

- Quel est ton défi, pour toi et ton organisation, après ce forum?

Pour Uniterre, il est essentiel d'élargir la base et d'établir une représentation plus forte dans toutes les régions de la Suisse, en travaillant sur les principes de la souveraineté alimentaire. Renforcer les alliances avec les organisations de consommateurs, les partis politiques, pour devenir une force de proposition incontournable.

Propos recueillis par Anne Gueye Girardet

«Ein besonderes Erlebnis»

Krems war für mich ein besonderes Erlebnis. So viele Menschen, so viele Diskussionen, viel zuhören und viel reden. Manchmal stiess ich an Grenzen der Aufnahmebereitschaft für all die vielen Botschaften. Trotzdem war ich gerne Teil der Delegation von Uniterre.

Vorgängig erhielten wir alle sehr informative Unterlagen zu allen Themen und so waren wir sehr gut vorbereitet. In unserer Arbeitsgruppe war der Diskussionskonsens folgender:



Ulrike Minkner, vice-Présidente et Pierre-André Tombez, Président.

Die Intensivierung und Industrialisierung der Landwirtschaft und Lebensmittelproduktion zieht enorme soziale Ungerechtigkeiten (auch Kosten) und verschlechterte Arbeitsbedingungen nach sich. Hunderttausende von kleinen und mittleren Bauernhöfen und Verarbeitungsbetrieben in Europa wurden dadurch zerstört. Im Rennen um eine möglichst billige Lebensmittelerzeugung spielen

migrantische Arbeitskräfte eine wichtige Rolle. Viele von ihnen kommen nach Europa, weil sie in ihrer Heimat von Agro-Konzernen ihrer Existenzgrundlage beraubt wurden und damit zur Migration gezwungen wurden. Ein weiteres Drama spielt sich auf den Höfen ab. Hohe und weiter ansteigende Arbeitsbelastung, Stress und finanzieller Druck führen oft zu Konflikten innerhalb der bäuerlichen Familien.

In unserer Arbeitsgruppe wurden gemeinsame Schwerpunkte gesetzt:

Wir wollen Netzwerke schaffen zwischen MigrantInnen, Gewerkschaften und bäuerlichen Organisationen.

Wir wollen die Ausbildung in der Landwirtschaft nicht getrennt nach Geschlechtern, sondern gemeinsam gestalten.

Wir wollen versuchen, nicht-bäuerliche Kreise in unsere Projekte einzubinden, resp. wir interessieren uns auch für ihre Projekte und Anliegen.

Wir setzen uns für eine unabhängige Forschung ein.

Wir setzen uns dafür ein, dass auch engagierten jungen Menschen mit nicht-

bäuerlichem Hintergrund der Zugang zu Land ermöglicht wird.

Spannend für uns in der Schweiz ist u.a. folgendes Ziel (eine von vielen Zielen):

«Wir unterstützen Reise- und Bewegungsfreiheit für alle Menschen. Migration ist ein Recht für alle. Migrations- und Arbeitspolitiken führen oft zu Wettbewerb (Konflikten) unter ArbeiterInnen mit unterschiedlichem Rechtsstatus, zum Vorteil der ArbeitgeberInnen. Eine Legalisierung aller Menschen auf europäischem Territorium ist notwendig. Jeder soll sich frei für oder gegen Migration entscheiden können. Wir wollen die Hintergründe der erzwungenen Migration ansprechen».

Ich bin der Überzeugung, dass wir das Thema Migration nicht gewissen ausländerfeindlichen Gruppierungen und Parteien in der Schweiz überlassen dürfen. Wir müssen uns verbünden über die Grenzen hinaus und solidarisch handeln. Situationen wie in Spanien und Italien lassen erschreckt aufhorchen, dort werden migrantische Arbeitskräfte wie Sklaven behandelt. Spanien und Italien sind nicht weit weg. Oft fühle

ich mich wie «David gegen Goliath», zu grosse und zu viele Probleme, nur kleinste Schritte in eine andere Richtung. Die Anwesenheit der vielen jungen Menschen in Krems dagegen war ein richtiger Aufsteller und gab Hoffnung, dass wir gemeinsam gegen das grosse Unrecht angehen.

Ulrike Minkner



Ulrike Minkner, rapporte en plénière les résultats du groupe de travail.